



# Réponse de la FEETS-FO au questionnaire de la Commission du Développement durable – PLF 2026

## 1. Consultation des organisations syndicales

FO n'a aucunement consultée ni même informée sur la préparation du PLF 2026 pour les programmes relevant du pôle ministériel.

Les échanges avec l'administration se limitent au mieux à des présentations a posteriori, sans réelle concertation ni discussion d'orientation, voire à des sujets échappant soigneusement au dialogue social national.

FO regrette cette absence de dialogue alors que les arbitrages budgétaires conditionnent directement la soutenabilité des missions et la santé des agents.

## 2. Ressources humaines et besoins en effectifs

Le pôle ministériel ne dispose plus des moyens humains nécessaires pour faire face aux défis climatiques.

Les suppressions d'emplois et transferts de missions depuis 2014 (près de 10 000 ETP) ont profondément désorganisé les services.

Les tensions sont particulièrement fortes dans :

- les DREAL : suivi des risques naturels, instruction des ICPE, transition énergétique ;
- les DDT(M) : eau, biodiversité, urbanisme ;
- les services routiers : sécurité, entretien et ingénierie;
- les opérateurs soumis pour la plupart à des plans sociaux ou pseudo-maintien d'effectifs à missions croissantes.

FO réclame la reconstitution des effectifs à leur niveau de 2010 et l'ouverture de recrutements pérennes pour les métiers d'expertise et de terrain.

## 3. Perte de compétences techniques

La disparition d'un certain nombre de corps techniques (y compris sur les missions « Mer ») et/ou la banalisation de leur recrutement/formation/gestion aggravent la perte de savoir-faire. D'autant qu'une partie de ce « savoir-faire » est issu de l'exercice de missions opérationnelles aujourd'hui disparues ou menacées.

Aucun plan réellement structuré de reconstitution des compétences n'existe ; FO demande un plan

**FEETS FO**

Fédération de l'Équipement, de l'Environnement, des Transports et des Services **FORCE OUVRIERE**  
46 rue des petites écuries 75010 Paris



national de requalification et de formation.

L'État doit retrouver une ingénierie publique d'appui aux collectivités et aux opérateurs.

#### 4. Départs à la retraite et recrutements

Le solde est négatif depuis plusieurs années.

Les départs massifs à la retraite, non compensés, concernent tous les services et EP de part la pyramide des âges relativement homogène.

Cette situation met en péril la continuité du service public, d'autant que les recrutements sont rendus plus difficiles pris en étau entre perte d'attractivité salariale et attaques publiques sur le fond des missions.

#### 5. Recrutement, contractuels et attractivité

Le recours aux contractuels explose dans tous les programmes (113, 181, 159, 217).

Les recrutements sont difficiles dans les spécialités techniques et scientifiques (hydrologie, SIG, génie civil, informatique).

FO alerte : la précarisation affaiblit l'attractivité du pôle et nourrit le turn-over. D'ailleurs, l'administration commence à reconnaître qu'elle n'arrive pas à fidéliser les contractuels quand elle le souhaite. FO dénonce la mauvaise gestion administrative des collègues contractuels, parfois même pour les priver de leurs droits.

FO demande un plan de résorption de l'emploi précaire et la réouverture des concours de déprécarisation.

#### 6. PNACC 3 et adaptation climatique

Aucun renfort spécifique n'a été affecté aux mesures du PNACC 3.

Les DREAL et DDT gèrent ces nouvelles missions à effectifs constants.

Le dérèglement climatique accentue pourtant les besoins : sécheresses, inondations, recul du trait de côte, incendies, etc.

FO demande un programme pluriannuel de renforts pour l'ingénierie et la gestion de crise environnementale.

#### 7. Réorganisations récentes

La mise en œuvre de la loi 3DS, la concentration des pouvoirs préfectoraux et les fusions de services ont bouleversé le fonctionnement du pôle.

Transferts de missions des DDT, DIR, DREAL vers les collectivités, pilotage des DDI par le ministère de l'Intérieur et fragilisation des opérateurs (CEREMA, OFB, IGN, Météo-France), suppression de l'ENTE (Ecole Nationale des Techniciens de l'Équipement) : ces réorganisations ont accru la perte de sens et les risques psychosociaux.

Projet de fermeture de l'antenne d'Arras du Centre Ministériel de Valorisation des Ressources Humaines bloqué par FO, mais les menaces pèsent toujours sur les outils de formation du pôle ministériel.

#### 8. Rémunération et pouvoir d'achat

Depuis 2010, les agents ont perdu plus de 20 % de pouvoir d'achat réel.

Avec un point d'indice quasi-gelé, des mesures catégorielles qui fondent, des carrières bloquées



« grâce » à PPCR, des salaires ponctionnés en cas de maladie, la situation est dramatique sauf pour le top management.

FO réclame :

- une augmentation du point d'indice de 10 % dans un premier temps
- la revalorisation des grilles indiciaires,
- des plans de requalification comme prévu dans l'agenda social signé par l'ex ministre Béchu.
- un rattrapage indemnitaire pour tous les corps du pôle,

Concernant la protection sociale complémentaire, FO dénonce le choix imposé d'ALAN, plus coûteux de 6 M€ que l'offre mutualiste, et l'augmentation de 14 % des options en 2026.

### 9. CSA ministériel unique

Si les instances ministérielles ne tiennent pas tout ce que l'on pourrait en attendre, ce n'est pas tant de par leur format que de par les sujets qui y sont traités, le moment où ils sont traités, et leur déconnexion à la fois du « politique » et de la « chaîne de commandement » sur les missions. Sur ce dernier point, FO propose que les directeurs généraux siègent systématiquement aux réunions du CSAM (comme au temps des comités techniques paritaires) et que les ministres président une réunion annuelle du CSAM et de la Formation SSCT en plus du CSAM Budgétaire.

FO pointe durant la dernière période l'absence de réels conseillers sociaux au sein des cabinets.

### 10. Formation et évolution professionnelle

La politique de formation reste sous-dotée.

Les opérateurs sont fragilisés voir menacés (cf fermeture de l'ENTE et projets liés au CMVRH). FO réclame la relance d'une stratégie de formation technique de haut niveau, une revalorisation des concours internes et un abandon des concours nationaux à affectation locale qui ont montré leurs limites tout en rompant l'égalité de traitement des candidats entre régions.

### 11. Numérique et transformation des métiers

La numérisation transforme profondément les métiers.

Mais les agents n'ont ni formation suffisante ni garanties sur l'évolution de leurs postes.

FO alerte : l'intelligence artificielle ne doit pas se substituer à l'expertise humaine et doit faire l'objet d'une concertation formelle dans les instances SSCT.

### 12. Conditions de travail, souffrance et harcèlement

Les signalements de souffrance au travail augmentent : surcharge, perte de repères, injonctions contradictoires. Les chiffres sont d'ailleurs parlants : heures supplémentaires, Les dispositifs de prévention sont insuffisants et souvent opaques.

FO demande :

- un plan d'action santé au travail co-construit avec les représentants ;
- un renforcement des cellules de lutte contre le harcèlement ;
- la publication annuelle de statistiques consolidées ;



- une prise de conscience des risques professionnelles et des risques psycho-sociaux et de la souffrance réelle des agents.

### 13. Exposition à des substances dangereuses

Des agents restent exposés (amiante, produits phytosanitaires, hydrocarbures, solvants) et les instructions ne permettent pas encore les suivis des agents.

FO réclame une évaluation exhaustive des risques et la mise à disposition systématique d'équipements de protection adaptés et le suivi précis des expositions.

Au-delà de cette question, ce sont des missions elles-mêmes qui sont de plus en plus dangereuses : 96 accidents sur les routes nationales en 2025, 3 morts et 14 blessés. FO exige que les moyens soient mis en œuvre pour la protection des agents et la reconnaissance statutaire de leur exposition (bonification du service actif dans le sens de la demande du ministre des Transports adressée au ministre de la FP).

### 14. Télétravail et lien social

Le télétravail est désormais installé mais suscite encore des tensions : pour FO, c'est un droit et pas une obligation imposée par l'administration pour ses propres objectifs (y compris supprimer des postes de travail).

Pour FO, la semaine de 4j peut constituer une réponse alternative/complémentaire.

### 15. Engagement environnemental du pôle

Les démarches internes (mobilités douces, tri, sobriété énergétique) existent mais restent dispersées. FO y participe volontiers, mais souligne que l'exemplarité environnementale ne doit pas se faire au détriment des conditions de travail (locaux inadaptés, flex-office imposé).

### 16. Message politique

La transition écologique ne se fera pas contre les agents publics mais avec eux.

Il faut un État fort, doté de moyens humains et techniques, garant de la cohérence des politiques publiques échappant à la seule tutelle du ministère de l'Intérieur.

FO appelle à une réorientation complète du PLF 2026, fondée sur la confiance, la reconnaissance et la justice sociale.

